

FMI : le printemps arabe a durement impacté les économies des pays du Moyen-Orient et du Maghreb

La vague de protestations qui a secoué le monde arabe et la crise de la dette européenne ont durement impacté l'économie des pays du Moyen-Orient et du Maghreb.

Effondrement du tourisme et baisse du mouvement des capitaux pour les uns et risques accrus sur les prix du pétrole pour les autres. L'année 2011 aura été sans doute une année difficile pour l'économie des pays de la région, mais le FMI prédit des conditions meilleures pour 2012.

En effet, selon le dernier rapport du Fonds Monétaire International, le printemps arabe a durement impacté les économies des pays du Moyen-Orient et du Maghreb. Le PIB de cette région a progressé de 3,5 % en 2011, contre 4,9 % en 2010. Cependant les projections des experts du Fonds laissent entrevoir une croissance plus soutenue en 2012 qui avoisine les 4,2 %, soit 0,6 % de plus que leurs estimations du début de cette année.

Concernant les économies des pays exportateurs de pétrole, la croissance a été plus ou moins vigoureuse d'un pays à l'autre. C'est le cas pour les six pays du Golfe et l'Irak, avec l'Arabie saoudite en tête qui a enregistré une croissance de 6,8 % en 2011 avec une prévision de 6 % pour 2012.

Pour les Emirats Arabes Unis qui ont connu une croissance de 4,9 %, le Koweït 8,2 % et le Qatar 18,8 %, ces taux doivent tomber drastiquement à 2,3 % pour les Emirats Arabes Unis et aux alentours de 6 % pour les deux autres pays.

Enfin pour l'Irak, qui reprend peu à peu ses exportations de pétrole, la croissance a progressé de 9,9 % en 2011 et devrait encore augmenter de 11,1 % cette année.

Pour les pays importateurs de pétrole dont certains ont été directement touchés par les protestations, le PIB n'a progressé que de 2% seulement contre une hausse de 4,5 % en 2010.

Pour les pays du Maghreb (Tunisie, Libye, Algérie, Maroc et Mauritanie) le PIB s'est contracté de 1,7 %, selon le FMI qui prévoit tout de même pour 2012 pour l'ensemble de ces pays un taux de croissance de 11 % et 5,9 % en 2013.

Pour l'Egypte, un pays touché directement par le soulèvement, le PIB a augmenté de 1,8 % en 2011, cette croissance devrait encore ralentir en 2012, pour atteindre 1,5 %, avant de remonter à 3,3 % en 2013.

Pour l'ensemble des pays de la région, le FMI met en garde contre l'augmentation des dépenses publiques, et souligne le besoin à moyen terme de « *réorienter les politiques fiscales vers la réduction de la pauvreté et des investissements producteurs* ».